

Un lien toxique : L'OMS et l'AIEA

Un accord, vieux de 50 ans avec l'AIEA a effectivement bâillonné l'OMS en l'empêchant de dire la vérité concernant les risques de radiation pour la santé.



Jeudi 28 Mai 2009 08.00

Oliver Tickell

Guardian.co.uk

<http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2009/may/28/who-nuclear-power-chernobyl>

Il y a cinquante ans, le 28 mai 1959, l'assemblée de l'OMS

(<http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2009/may/28/www.who.int>) a fait voter un accord peu connu, mais important avec l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique - l'organisation : ONU "les Atomes pour la Paix", fondée juste deux années auparavant en 1957. (<http://www.iaea.org/Publications/Documents/Infcircs/Others/inf20.shtml> & <http://www.iaea.org> & http://en.wikipedia.org/wiki/Atoms_for_Peace). Comme conséquence de cet accord, l'AIEA peut effectivement exercer un droit de veto sur toute action de l'OMS liée au nucléaire – et ainsi empêcher l'OMS de jouer le rôle qui lui incombe quant à la recherche et la mise en garde des dangers de la radiation pour la santé humaine.

La mission de l'OMS est de "d'amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé possible.", tandis que celle de l'AIEA est " « d'accélérer et d'accroître la contribution de l'énergie atomique pour la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier ». Bien que connu, avant tout, pour son travail afin de limiter la prolifération nucléaire, le rôle principal de l'AIEA a été de promouvoir les intérêts de l'industrie nucléaire dans le monde et il s'est servi de cet accord pour étouffer le corpus croissant d'informations scientifiques sur les véritables risques pour la santé des radiations.

Selon cet accord, chaque fois qu'une des deux organisations veut entreprendre une action qui peut concerner l'autre, "la première consulte la seconde en vue de régler la question d'un commun accord ». Les deux agences doivent "se garder complètement informées concernant toutes les activités projetées et tous les programmes de travail qui peuvent être de l'intérêt pour les deux partis". Et en ce qui concerne les statistiques – une question clé dans l'épidémiologie des risques nucléaires - les deux organisations s'engagent "à se consulter sur la manière d'employer le plus efficacement les renseignements, les ressources et le personnel technique dans le domaine statistique, ainsi que sur tous les travaux statistiques portant sur des questions d'intérêt commun".

Les termes semblent être équilibrés, mais les effets ont été à sens unique. Ainsi, par exemple, c'est l'AIEA qui a effectivement pris en main les enquêtes concernant les impacts sur la santé de l'accident de Tchernobyl survenu en Ukraine le 26 avril 1986 et les informations discordantes ont été censurées.

(http://en.wikipedia.org/wiki/Chernobyl_disaster). Les effets sur la santé de l'accident ont été le sujet de deux conférences importantes, à Genève en 1995 et à Kiev en 2001.

(http://www.reliefweb.int/ocha_ol/programs/response/chno/conference/concl.html). Cependant, les actes complets de ces conférences n'ont jamais été publiés, en dépit des affirmations du contraire par un porte-parole haut placé, publié dans Le Monde Diplomatique. (<http://mondediplo.com/2008/04/14/who>).

En attendant, le compte rendu du Chernobyl Forum 2005, (http://www-ns.iaea.org/meetings/rw-summaries/chnobyl_forum.htm)-forum dominé par l'AIEA, et qui estima à seulement quelques milliers de morts le bilan total de Tchernobyl, est largement considéré comme une opération de blanchissement, puisque il ne tient pas compte d'un grand nombre d'études épidémiologiques, évaluées par les pairs, qui font état d'un taux de mortalité bien plus élevée ainsi que des dommages du génome importants. Beaucoup de ces études furent présentées aux conférences de Genève et de Kiev, mais ces études ainsi que les débats scientifiques qui en ont suivi, restent à ce jour inconnues du fait de la non-publication des actes.

Le radiobiologiste britannique, Keith Baverstock, (<http://www.uraniumconference.org/Baverstock.html>) est une autre victime de l'accord et de la mentalité créée au sein de l'OMS. Baverstock a exercé les fonctions de radiobiologiste et de conseiller régional au bureau européen de l'OMS entre 1991 et 2003. Il fut renvoyé après avoir informé ses supérieurs hiérarchiques de ses craintes concernant les nouvelles données épidémiologiques provenant des anciens combattants présents lors des essais nucléaires et des soldats exposés à l'uranium appauvri, données qui indiquent que les modèles de risque actuels pour la radiation minimisaient les risques réels. (<http://www.bandepleteduranium.org/en/a/24.html>).

Actuellement, professeur à l'Université de Kuopio, en Finlande, Baverstock a finalement publié son article en avril 2005, dans le journal, avec comité de lecture, "Medicine, Conflict and Survival"

(<http://www.informaworld.com/smpp/content~db=all~content=a714004313>). Il a terminé son article en lançant un appel pour une "réforme de la profession de l'intérieur", et en insistant "sur la nécessité politique impérieuse d'institutions scientifiques libres et indépendantes" - une référence sans ambiguïté à la "non-indépendance" de son ex employeur, l'OMS, qui pendant si longtemps n'avait tenu aucun compte de ses craintes. Depuis la 21e commémoration du désastre

de Tchernobyl en avril de 2007, chaque jour une "vigie d'Hippocrate" se tient devant les bureaux de l'OMS à Genève, organisée par Indépendant WHO pour inciter l'OMS de rompre avec l'Accord OMS-AIEA. (<http://www.independentwho.info>). La protestation s'est poursuivie pendant la 62^e Assemblée Mondiale de la Santé, qui a terminé hier, et continuera pendant la réunion du Conseil de Direction qui commence aujourd'hui. L'association s'est battue pour gagner le soutien des Etats Membres de l'OMS. Mais, le dossier scientifique contre l'Accord s'est encore consolidé tout récemment, quand le "Comité européen sur le risque de l'irradiation (CERI) " a demandé son abandon lors de sa conférence au début de ce mois à Lesbos, en Grèce. (<http://www.euradcom.org/>).

Lors de la conférence, des recherches furent présentées indiquant qu'il a pu y avoir jusqu'à un million de décès intra-utérins à travers l'Europe et l'Asie à la suite de la radiation de Tchernobyl, ainsi que des centaines de milliers d'autres qui avaient été exposés aux retombées radioactives - ce qui est en conformité avec les données antérieures publiées par le CERI dans "Chernobyl 20 Years On Health Effects of the Chernobyl Accident." (<http://www.euradcom.org/publications/chernobylinformation.htm>) :. Les délégués ont appris que les modèles de risque classiques publiés par la CIPR –(Commission Internationale de Protection Radiologique) et acceptés par l'OMS, (<http://www.icrp.org>), sous-estiment les impacts sur la santé de la radiation interne à faibles doses par un facteur allant de 100 à 1,000 - ce qui cadre avec le modèle 2003 du CERI du risque radiologique. (The Health Effects of Ionising Radiation Exposure at Low Doses and Low Dose Rates for Radiation Protection Purposes: Regulators' Edition). (<http://www.euradcom.org/>).

Selon Chris Busby, secrétaire scientifique du CERI et professeur invité à la faculté de sciences biomédicales, à l'Université d'Ulster:

"La subordination de l'OMS à AIEA est un élément clé de la falsification systématique du risque nucléaire qui perdure depuis Hiroshima; l'accord crée un conflit d'intérêts inacceptable dans lequel l'ONU, dont la vocation est la promotion de notre santé, a été rendue dépendante de ceux dont l'intérêt principal est la promotion du nucléaire. L'annulation de l'accord OMSAIEA est un premier pas nécessaire pour que l'OMS retrouve son indépendance pour la recherche des véritables impacts sur la santé de la radiation ionisante et pour publier ses conclusions"

Certains anniversaires méritent qu'on les fête - mais pas celui-ci. Après cinq décennies, le temps est venu pour que l'OMS puisse retrouver sa liberté de communiquer des recommandations indépendantes et objectives concernant les risques de radiation pour la santé.